



DECLARATION DE MEDELLIN

Présentée par l'ORU-FOGAR et ses membres à l'occasion du deuxième
Sommet des Régions du Monde pour la Sécurité Alimentaire,
Antioquia-Medellin, Colombie, le 23 octobre 2012.

Nous, représentants des gouvernements régionaux et associations des gouvernements régionaux des cinq continents, réunis pour le deuxième Sommet des Régions du monde pour la sécurité alimentaire à Medellin, les 22 et 23 octobre 2012 :

Sur les constats et la transmission entre les sommets de Dakar et de Medellin en matière de gouvernance durable, sociale, économique et environnementale de la sécurité alimentaire :

1. Rappelons que les Etats Fédérés et les Gouvernements Régionaux, dans leur déclaration de **Rio de Janeiro 2012**, se sont engagés à travailler pour le développement soutenable, l'éradication de la pauvreté et la sécurité alimentaire, et indiquons que l'année 2012 démontre que la production des matières premières agricoles est indissociable de la fréquence des incidents climatiques,
2. Constatons, 2 ans après le premier sommet des Régions du Monde pour la sécurité alimentaire de Dakar et plus de 15 ans après l'engagement pris au Sommet Mondial de l'Alimentation de diviser par deux le nombre de personnes sous alimentées d'ici 2015, que les progrès en la matière ont peu évolué et que la **situation alimentaire mondiale** est toujours critique. Depuis 2010, le nombre de personnes sous-alimentées approche le milliard d'individus tandis que deux milliards de personnes sont toujours victimes de malnutrition, dont une importante proportion de femmes et d'enfants.
3. Rappelons que selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la **demande alimentaire mondiale** augmentera de 70 % d'ici à 2050, pour nourrir une population qui passera de 7 à 9 milliards,
4. Rappelons que le **Droit à l'alimentation** est reconnu depuis 1948 dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. L'alimentation est un droit universel, qui ne peut être soumis aux politiques économiques de marché ou aux intérêts particuliers. Les pouvoirs publics doivent garantir la gratuité et l'accès à la nourriture.



Défis dans un monde en mutation

5. Rappelons que l'**approche territoriale du développement (ATD)** promeut le territoire local régional, comme une échelle pertinente pour construire des solutions intégrées structurelles de long terme en matière de sécurité alimentaire, l'ATD intégrant le partenariat et la collaboration étroite avec les autres échelles au niveau national et international,
6. Rappelons qu'en 2050, 69% de la **population mondiale** vivra en ville et soutenons que l'ATD est à même de répondre aux problématiques d'interaction rural/urbain, en lien avec les différents niveaux de décision,
7. Rappelons que la décentralisation constitue le point de départ indispensable à l'élaboration de nouveaux modèles sociaux inclusifs et que la **coopération décentralisée**, portée par les autorités locales et régionales se pose comme réponse et outil aux questions de sécurité alimentaire,
8. Rappelons que la **crise alimentaire** menace la stabilité des territoires ; à ce titre, elle impacte et concerne toutes les autorités et gouvernements locaux du monde qui en subissent les conséquences directes et ont à la gérer quotidiennement sur le terrain. En effet, les effets accentués de la crise économique mondiale et de la spéculation sur les matières premières se conjuguent pour aggraver la crise alimentaire, entraînant la volatilité des marchés et des prix.

Sur les objectifs identifiés et prioritaires et les attendus vers lesquels tendent les Régions du monde réunies à Medellin :

1. Affirmons le rôle essentiel du niveau infra-étatique pour anticiper les crises et améliorer concrètement la sécurité alimentaire à travers des dispositifs et des plans de développement territoriaux qui mettent tous en avant la nécessité d'une **approche territoriale globale intégrant toute la chaîne alimentaire**,
2. Affirmons notre engagement à poursuivre les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'agenda post-2015 sur la sécurité alimentaire.
3. Souhaitons la prise en compte de nos travaux et l'**intégration de l'ORU-FOGAR** dans les instances de gouvernance et de décisions en matière de sécurité alimentaire au niveau national et mondial.



Défis dans un monde en mutation

4. Attendons que soient démontrées et prises en compte, en réponse à l'insécurité alimentaire, les **spécificités territoriales** au niveau mondiale, pour la reconnaissance et la protection de la diversité des terroirs et des cultures, des méthodes de production et pour le maintien de la pluralité des savoirs liés aux identités territoriales,
5. Souhaitons que les autorités locales et régionales soient associées en amont, à la mise en place des projets nationaux ou internationaux risquant d'impacter durablement leur territoire, leurs ressources naturelles et la sécurité alimentaire des populations.

Sur les orientations dégagées par les travaux des Régions du monde réunies à Medellin :

1. Avons réaffirmé le rôle d'**ensemblier** des Régions et Gouvernements locaux qui construisent des relations de partenariats pour agir contre l'insécurité alimentaire, au travers : des appuis aux acteurs du développement, de la structuration des organisations professionnelles, des échanges de savoir-faire et d'expériences, l'interpellation politique et le renforcement des capacités,
2. Avons réaffirmé qu'en raison de leur connaissance et de leur proximité étroite avec les territoires, les paysanneries et tous les acteurs de la chaîne alimentaire, les Régions ont toute leur part dans la **conception et la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire** engagées par les États,
3. Avons démontré que les Régions, en matière de sécurité alimentaire, ont des expériences à échanger sur les programmes **nutrition-santé** et que la liaison doit être faite entre nutrition, qualité et origine des aliments d'une part, santé des populations d'autre part, dans une perspective durable,
4. Affirmons qu'il existe une véritable expertise des Régions sur les **problématiques foncières**, d'accès et de concurrence d'usage des terres, agricoles et urbaines,
5. Avons démontré que, dans les **relations rural/urbain**, les structures les plus adaptées à la mise en place de réseaux d'acteurs de la chaîne alimentaire sont les collectivités locales, au premier rang desquelles les Régions, agissant comme ensemblier sur leur territoire,
6. Affirmons que c'est au niveau des Régions et des gouvernements locaux, que doit s'effectuer **la gestion et la distribution des stocks alimentaires**,



Défis dans un monde en mutation

7. Avons démontré que la mise en place de **circuits courts**, favorisant la consommation de produits locaux, va dans le sens d'une autosuffisance alimentaire, par la réduction de la dépendance aux importations. Cette démarche implique davantage les acteurs locaux, ancre durablement les pratiques et favorise la lutte contre les gaspillages et les pertes,
8. Avons démontré que dans un contexte de concurrence accrue, les territoires ruraux mais aussi urbains, fragilisés par la globalisation et les crises alimentaires récurrentes, ne peuvent fonder leur stratégie uniquement sur une logique de coûts, mais doivent également mettre l'accent sur des **démarches de différenciation**,
9. Avons démontré que **l'éducation et la formation**, ainsi que la **recherche**, sont des éléments clés dans une perspective d'ancrage des actions locales de sécurité alimentaire.

Sur les engagements et les propositions des Régions du monde réunies à Medellin, l'ORU-FOGAR et ses membres :

1. Appellent à une **gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire** qui intègre les Régions et les Gouvernements locaux, en vue d'élaborer une stratégie intégrée multi-niveaux de sécurité alimentaire,
2. S'engagent dans cette gouvernance mondiale de l'alimentation à travers la participation active au **Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA)** pour une mise en œuvre territoriale et intégrée de ces recommandations,
3. S'engagent à créer et expérimenter, au travers du Core group Sécurité alimentaire de l'ORU FOGAR, le renfort de son comité scientifique et en synergie avec la FAO, un modèle régional d'organisation territoriale pour la sécurité alimentaire appelé « Système alimentaire territorial » (S.A.T.), doté d'outils de gouvernance, d'instruments spécifiques juridiques et financiers. Il s'agit d'affirmer l'autonomie des territoires en matière de sécurité alimentaire par une relocalisation ambitieuse et volontaire de la production, de la consommation et de la distribution pour que tous leurs habitants aient **accès à une nourriture disponible en quantité et qualité suffisantes, adaptée à leurs habitudes et cultures alimentaires**. De multiples initiatives sont à encourager : production locale, commerce de proximité, agro-écologie, agriculture identitaire et maintien de l'emploi rural.
4. En conséquence de quoi les Régions et Gouvernements Locaux demandent aux **États** et aux organisations internationales d'appuyer la création de ce S.A.T. par les moyens et les compétences qui sont les leurs et de prendre leurs responsabilités en veillant absolument à



II Sommet des Régions
du Monde sur la
Sécurité Alimentaire
Medellín • Antioquia • Colombia 2012

Défis dans un monde en mutation

protéger les ressources foncières que nécessitent ces S.A.T lorsqu'elles sont l'objet de tractations internationales.

Nous tous ici réunis remercions les participants au II Sommet des Régions du monde sur la sécurité alimentaire de Medellin - Colombie pour leur collaboration et, en leur nom, adressons au Maire de Medellin, Anibal Gaviria Correa, au Gouverneur d'Antioquia, Sergio Fajardo, au Maire adjoint de Medellin, Luis Fernando Suarez, et au secrétaire de la participation et du développement d'Antioquia, Beatriz White Correa, notre reconnaissance pour leur hospitalité.

Medellin, le 23 octobre 2012

